

Une croissance tirée par le marché intérieur comme réponse à la crise en Argentine et au Brésil: une utopie mobilisatrice?

A la différence de la crise des années quatre vingt, la crise de 2008 est moins le produit de difficultés internes que de la contagion d'une crise dont l'origine se situe dans les pays développés. En ce sens, elle se rapproche de la grande crise des années trente. A la différence également de la crise des années quatre vingt et de celle des années trente, bien que profonde, la crise de 2008 est pour l'instant apparemment d'une durée relativement faible, puisque la reprise est relativement vive dès la fin de 2009. Il convient cependant d'être prudent : en l'état actuel de la crise internationale, on ne peut qu'être sceptique quant à la *durabilité* de cette reprise tant que l'architecture internationale n'aura pas été redéfinie. Reprise fragile, certes, mais à l'égal de la crise des années quatre vingt et surtout de celle des années trente, le « vécu » de la crise se manifeste par une mutation des structures productives, difficile à lire au présent, de nature à modifier également les modes de gouvernance.

Face à la crise qui se déploie en 2008, les politiques contracycliques décidées rompent avec la philosophie du *Washington Consensus*. La dépense publique augmente et l'excédent primaire du budget (différence entre les recettes et les dépenses hors paiement des intérêts) est réduit. Les fortes hausses du salaire minimum et leurs effets induits sur le montant des pensions, l'augmentation du nombre de bénéficiaires de la bourse famille au Brésil, la mise en place de l'AUH (allocation versé aux familles pauvres et modestes ayant des enfants de moins de 18 ans) en Argentine dès la fin de 2009, - plus important en termes de points du Pib (0,58%) que la bourse famille au Brésil (0,37%) ou le plan « Oportunidad » au Mexique (0,31%) - dynamisent la demande intérieure et expliquent en grande partie la reprise économique assez vive qu'on observe en 2010.. Peut-on considérer que la crise internationale produise, de manière souterraine, une accélération d'un processus déjà entamé avec la légère diminution des inégalités observées depuis 2005, ou bien, plus pessimiste, peut-on penser qu'il ne s'agit que de balbutiements et qu'une fois l'illusion de la reprise confirmée, le modèle excluant antérieur, certes un peu aménagé, revienne en force ?. Le retour du Marché intérieur, utopie mobilisatrice, ou le retour au modèle précédent, plus ouvert, moins vulnérable mais plus fragile (Salama, 2009, 2010).

L'objet de cet article est de s'interroger si, après des années d'ouverture croissante, un nouveau régime de croissance centré sur une répartition des revenus plus équitable et un essor consécutif du marché intérieur,

¹ Professeur des Universités, Université de Paris XIII, adresse e-mail : salamapierrealbert@yahoo.fr, site : <http://perso.wanadoo.fr/pierre.salama/>

a de sérieuses chances de contribuer à une reprise durable de la croissance. Aller au-delà imposerait une réforme fiscale, une atteinte aux revenus des plus puissants et alimente déjà, en Argentine, des conflits d'intérêt importants.

1. D'une crise à l'autre...

La crise de 1930 a été une crise majeure. Ses répercussions sur les économies en développement ont été en général considérables. Avec la détérioration des termes de l'échange et la chute prononcée du volume des exportations de produits primaires, la capacité d'importation de ces pays a été fortement affectée. La durée de la crise, imprévue par les politiques, a eu des conséquences importantes en Argentine, au Brésil et au Mexique. Selon l'expression heureuse de la Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU), une « industrialisation non pensée », a surgi après quelques années de crise, résultat d'un essor de la production de biens légers, se substituant à ceux hier importés, et élargissant ce faisant le marché intérieur solvable grâce à l'augmentation consécutive de l'emploi industriel. En ce sens, la crise ouvre un processus de restructuration et de dépassement où « le vieux qui ne veut pas mourir (l'économie d'exportation) cède la place au neuf qui tente de naître (l'industrialisation par substitution des importations) ».

Cependant, l'industrie lourde, ainsi que les secteurs énergétiques et infrastructurels, ne pourront se développer aussi « facilement » que l'industrie légère en raison des contraintes de coûts considérables et de l'absence d'une bourgeoisie capable de les assumer. Reste L'Etat comme seul agent capable d'investir dans ces secteurs. Mais ce n'est parce que l'Etat doit (objectivement) intervenir qu'il le fait. Tout dépend de la configuration des conflits sociaux et de la manière de les surmonter et de leur donner sens. En Argentine, au Brésil, au Mexique, c'est l'apparition de régimes politiques césaristes (Péron, Vargas, Cardenas) qui va permettre de passer d'une croissance tirée par la substitution des importations légères à une croissance impulsée par la substitution des importations lourdes. L'Etat se substitue, en quelle que sorte, à l'entrepreneur défaillant, faute de taille suffisante et de marché financier existant (Mathias et Salama, 1983). La crise des années trente a donc eu des effets très importants en Argentine, au Brésil et au Mexique, tant d'un point de vue économique que d'un point de vue politique. La crise de 2008 est elle de nature à provoquer des effets d'une ampleur semblable ?

La crise qui débute en 2008 est différente de celle des années trente dans la mesure où il apparaît que la responsabilité de la financiarisation prime sur les autres causes. La crise de 2008 est celle des effets des globalisations commerciale et financière sur les salaires et l'investissement productif. La globalisation commerciale et la contrainte extérieure, provenant des pays asiatiques à faibles salaires, incitent au décrochage de l'évolution des salaires de celle de la productivité non seulement dans les pays développés mais aussi dans les économies émergentes latino-américaines. La globalisation financière conduit à une nouvelle organisation des entreprises afin d'élever leur rentabilité immédiate. Le partage profit – salaire se fait au détriment de ces derniers, si on fait exception des salaires des dirigeants en forte hausse, et au sein des profits, la part des profits financiers (ou charges) augmente.

La crise de 2008 a été sévère (de cinq à dix points de croissance en moins selon les économistes émergentes latino-américaines) (Salama, 2009 et 2010), et elle a été suivie assez rapidement d'une reprise. La dynamique retrouvée de ces pays repose pour l'essentiel sur un essor de leur marché intérieur et une offre soutenue d'exportations de produits primaires en direction des économies asiatiques (Chine, et dans une moindre mesure Inde). Cependant, si une crise devait survenir de nouveau dans les pays développés, comme celle menaçante sur les dettes souveraines de quelques pays européens, la reprise dans les économies latino-américaines pourrait devenir problématique. Ses effets pourraient être plus ou moins dévastateurs sur les économies émergentes selon leur degré d'ouverture commerciale, le type de biens exportés, l'intensité de la globalisation financière et la structure des stocks/flux de capitaux étrangers (bons, actions, investissement directs)², l'ampleur de leur réserves nettes réelles³, non seulement parce qu'il y aurait une chute de la demande externe, un assèchement des liquidités et une raréfaction des crédits internationaux à l'exportation, mais aussi parce que la consolidation possible de la dynamique du marché intérieur dans quelques économies émergentes dépend du laps de temps qui sépare deux crises. Plus celui-ci est grand, plus les possibilités de résister à une crise externe sont fortes.

A la lumière de ce qui s'est passé lors de la grande crise des années trente, avec l'apparition d'un nouveau modèle d'industrialisation et la reprise de la croissance, dans les grands pays d'Amérique latine, on peut toutefois considérer que la crise de 2008 peut permettre de nouvelles possibilités de croissance dans les pays émergents latino-américains, «toutes choses étant égales par ailleurs» et si, comme dans les années trente, des réponses politiques données aux conflits d'intérêt, et plus particulièrement aux conflits distributifs, permettent de dynamiser encore davantage le marché intérieur grâce à une diminution des inégalités de revenus.

2. L'Histoire peut-elle se répéter ?

Dans les années vingt, la part des exportations des grandes économies latino-américaines dans les exportations mondiales était plus importante que celle atteinte aujourd'hui après des années d'ouverture continue. Il est, par ailleurs, courant de caractériser la période des années vingt comme celle de la libéralisation des marchés et de conclure que les économies étaient davantage globalisées qu'aujourd'hui. C'est oublier cependant que le monde de cette époque différait de celui d'aujourd'hui sur un point essentiel : *le degré de monétarisation*. Dans les économies développées, l'auto consommation dans les campagnes, où résidait la majeure partie de la population, était importante. Dans les économies d'Amérique latine, elle était encore plus considérable. Le rapport des exportations au Pib a donc une signification réduite puisqu'il porte sur

² La contagion est plus ou moins conséquente selon les pays et l'ampleur de leurs globalisations respectives. Des indicateurs synthétiques peuvent permettre de l'évaluer. C'est ce que tentent de faire les institutions internationales (FMI, 2009), avec plus ou moins de bonheur, puisque selon l'indicateur construit par l'OCDE (2009, 42), le Mexique aurait du moins souffrir que d'autres pays de la crise, ce qui a été loin d'être le cas...

³ il s'agit d'un point important, peu analysé. Les réserves sont constituées soit d'excédents de la balance commerciale, soit/et d'excédents de la balance des capitaux. Seules les premières correspondent à des réserves réelles, les secondes sont très sensibles à la conjoncture et peuvent être amputées par un retour partiel des capitaux, comme ce fut le cas en fin 2008. Sur ce point, voir Bradesco (24.12.2009).

des grandeurs monétarisées et qu'une part très importante de la reproduction des individus passait par des circuits non monétarisés, donc non comptabilisés dans le Pib. Aujourd'hui la monétarisation est presque complète et ce rapport est plus pertinent que dans les années vingt. Le marché intérieur existe, il n'est plus à construire. La seule manière de l'accroître est d'augmenter les revenus du travail et les transferts sociaux, ce qui, dans le contexte de globalisation commerciale, ne peut s'effectuer que si parallèlement la compétitivité relative du pays se maintient. A défaut de compétitivité maintenue, les importations se substituent à la production interne. A la différence des années trente, une croissance centrée sur un essor du marché intérieur passe par un respect des contraintes de compétitivité, à moins de supposer un retour significatif à des mesures protectionnistes. C'est à partir de ce double contexte de globalisation et de monétarisation presque complète, absent dans les années trente, que le pari sur le marché intérieur doit être analysé, à partir de deux variables : la contribution du commerce extérieur à la croissance, l'ampleur des inégalités.

2.1. Une contribution plus forte, mais relativement faible, du commerce extérieur à la croissance

- Lorsqu'on analyse la contribution à la croissance du commerce extérieur, on peut le faire de deux points de vue : l'un strictement comptable, l'autre mettant en relief les mécanismes économiques et incluant les effets d'entraînement.

D'un point de vue comptable, l'évaluation de la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB porte sur la croissance des exportations et des importations, c'est-à-dire les exportations nettes des importations. Les premières participent positivement au taux de croissance, les secondes, négativement. Le commerce extérieur peut donc ne pas contribuer positivement à la croissance d'un pays, même s'il est ouvert à l'économie mondiale, lorsque sa balance commerciale est négative, et inversement. Le cas des pays asiatiques, et plus particulièrement de la Chine, est intéressant car très souvent il est donné en exemple lorsqu'il s'agit de souligner les effets bénéfiques, sur la croissance, de l'essor des exportations. Lorsqu'on considère la période 2000-2008, la contribution moyenne des exportations nettes s'élève à 10,2% du taux de croissance en Chine, ce qui signifie que pour un taux de croissance moyen du PIB de 10,2%, cette contribution est seulement de 1,1 point alors que celle de l'investissement est de 5 points et la consommation totale de 4,1 points, selon Goldstein et Xie, (2009)⁴.

Contribution comptable et contribution économique ne sont pas identiques. Même lorsque la contribution comptable des exportations nettes à la croissance est faible, voire négative, la contribution économique peut être importante. Les exportations peuvent jouer un rôle conséquent sur la croissance. Inversement, elles peuvent n'avoir aucune influence sur la croissance même si le taux d'ouverture est important. Prenons deux exemples d'économie fortement ouvertes : celui du Mexique et celui de la Corée. Dans le premier cas, la croissance n'est pas tirée de l'extérieur, dans le second, elle l'est.

⁴ A titre d'exemples, la contribution nette de la Corée du sud sur l'ensemble de la période est plus élevée (28,6%), celle de Singapour également (27,3%), celle de l'Allemagne a été de 64% (balance commerciale fortement excédentaire) et celle des Etats-Unis de -4,3% (balance commerciale déficitaire)).

Au Mexique, le solde de la balance commerciale reste déficitaire, contrairement au Brésil et à l'Argentine ces dernières années. La structure des exportations du Mexique se compose pour 10 à 15% de l'exportation de pétrole, dont le cours est volatile, le reste se divisant à peu près pour moitié entre l'exportation de produits destinés principalement au marché intérieur mexicain et pour moitié de produits destinés exclusivement aux marchés extérieurs (quasi exclusivement les Etats-Unis). L'augmentation forte du taux d'ouverture ces trente dernières années s'explique par l'essor des exportations de produits manufacturés assemblés, produites dans des « maquiladoras ». La valeur ajoutée est très faible, il y a très peu d'effet de *cluster* (Palma, 2005). La contribution économique à la croissance est réduite. La croissance du PIB reste atone alors que celle des exportations est vive. L'effet multiplicateur est faible (Ibarra, 2008). Il en est relativement en Argentine : le poids dans le Pib des produits primaires explique que l'essor de cette production, essentiellement destinée à l'exportation, participe de manière relativement importante au taux de croissance soutenu du Pib en Argentine, d'un point de vue comptable. Mais d'un point de vue économique, l'emploi agricole dans le secteur est très faible et les effets démultiplicateurs de ce secteur sur le reste de l'économie sont réduits, à l'exception de quelques effets d'entraînement sur le secteur produisant des machines agricoles.

Dans le cas Coréen, la croissance est tirée par l'essor des exportations, mais la relation est plus complexe qu'on ne le pense généralement. Suite aux travaux de D.Rodrik (1995) et, contrairement à la *doxa* libérale, ce n'est pas l'essor des exportations et l'ouverture accentuée de l'économie qui permet l'accélération de la croissance dans les années soixante. Les importations de biens d'équipement croissent plus vite que les exportations. Les importations se composent surtout de produits intermédiaires et de biens d'équipement sophistiqués. Leur augmentation forte reflète celle des investissements. Ce sont donc les investissements qui tirent la croissance. Ces investissements, pour partie importante, se destinent à la production de biens pour l'exportation, source de devises. La relation est donc : augmentation du taux d'investissement, croissance des importations, croissance des exportations et ce n'est que par la suite que le solde de la balance commerciale devient positif. La contribution positive à la croissance, analysée d'un point de vue économique, des exportations, mais aussi des importations de biens d'équipement sophistiqués - à l'origine d'une plus grande efficacité des investissements -, s'explique par la politique industrielle choisie par le gouvernement de favoriser la production locale des inputs nécessaires à la fabrication de produits exportés. C'est cette politique visant à davantage de valeur ajoutée produite localement qui explique à la fois la hausse des investissements et celle des importations de biens d'équipement. Nous sommes donc dans un cas de figure radicalement différent du cas mexicain. La contribution à la croissance des exportations vient d'une densification du tissu industriel qui l'accompagne, *via* une hausse directe des investissements dans le secteur produisant des biens destinés à l'exportation et une hausse indirecte dans les secteurs produisant les inputs pour ces produits. Cela n'a pas été le cas en Amérique latine ces dernières années où le taux d'investissement est resté relativement faible et relativement stable, à l'exception toutefois de l'Argentine. La hausse du taux d'investissement après l'échec du plan de convertibilité s'explique cependant essentiellement par une reconquête du marché intérieur par les entreprises aux dépens relatif des importations. D'un point de vue keynésien, l'effet multiplicateur de la hausse des investissements l'emporte sur l'effet

négalif des importations et s'ajoute à celui des exportations. Ce qui vient d'être analysé pour le cas coréen s'applique également pour nombre d'économies asiatiques. Dynamiser le marché intérieur grâce à une redistribution des revenus n'implique pas négliger le rôle joué par le marché extérieur. Il ne s'agit pas « d'un jeu à somme nulle ».

La relation « marché extérieur – marché intérieur » est donc plus complexe qu'il n'apparaît au premier abord. Pour parler comme les philosophes, nous sommes en présence de deux données « séparées mais dépendantes ». C'est un point souvent négligé par les économistes.

- Cela étant, l'ouverture commerciale a été modérée et le rôle des exportations dans la contribution à la croissance a été faible en Amérique latine ces vingt dernières années. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, les économies émergentes latino-américaines n'ont pas connu un processus exceptionnel d'ouverture commerciale. A l'exception du Mexique et de quelques petit pays d'Amérique centrale, le Brésil, l'Argentine et de nombreux autres pays ont maintenu globalement, voire accru légèrement ces dernières années, leur participation dans les exportations mondiales⁵. Comme celles-ci ont cru en moyenne deux fois plus vite que le PIB mondial durant cette période, la globalisation s'est accrue certes, mais à un rythme plus ou moins équivalent à la moyenne mondiale. Ainsi, malgré une hausse substantielle du degré d'ouverture du Brésil entre 1990 (11,7%) et 2004 (26,9%) son poids dans le commerce international reste à un niveau marginal et relativement stable entre 1975 (1,1%) et 2005 (1,1%) (Kliass et Salama, 2008), même s'il croit légèrement par la suite en raison de la hausse importante du cours des matières premières en Argentine et au Brésil. A l'inverse, la croissance des exportations de la Chine est beaucoup plus rapide que la moyenne mondiale. Sa part dans le commerce international, à peu près équivalente à celle du Brésil en 1975 (0,9%), s'élève fortement : 1,9% en 1990, 3,9% en 2000 pour atteindre 7,4% en 2005, pour s'envoler à 8,9 % (Instituto economico do desenvolvimento industrial et OMC-OCDE). La globalisation commerciale y est donc plus rapide qu'au Brésil et plus importante et ses effets démultiplicateurs sur le marché intérieur plus conséquents. Le Brésil, l'Argentine se sont ouverts à l'économie mondiale, mais ce ne sont pas encore des économies ouvertes comme on l'évoque parfois..

Par contre, à l'inverse cette fois de qu'on peut observer dans les pays asiatiques, la globalisation financière a été, est, très importante⁶. Elle est plus élevée que dans les pays asiatiques avec une particularité cependant pour l'Argentine. Suite à la décision de ne pas honorer l'entière de sa dette externe et de proposer un échange de bons en compensation, l'Argentine a été interdite *de facto* d'emprunter sur les marchés financiers internationaux, vu les taux d'intérêt exorbitants imposés par ces marchés, interdiction qu'elle cherche à lever en proposant de nouveaux bons à ceux qui les avaient refusés lors du premier semestre 2010. Au cas où ces bons seraient souscrits, la page du « default » serait tournée et l'Argentine pourrait de

⁵ Remarquons avec N.Birsall Birdstall et Hamoudi [2002], dans leurs critiques des travaux de Dollar et Kraay (2000) que cet indicateur est loin d'être parfait pour les économies dont les exportations sont constituées pour une part importante, voire exclusive, de produits primaires comme c'est le cas dans les pays les moins avancés (PMA). En effet, la volatilité des marchés des matières premières est particulièrement prononcée.

⁶ Voir Galindo A., Izquierdo A et Rojas-Suarez L (2010,p.12) p.12. La littérature est abondante aujourd'hui sur ce thème, citons pour leur intérêt l'article de Titelman D, Perez-Caldentey E et Pineda R (2009)..

nouveau emprunter à des taux ayant un faible *spread* (pénalité) sur ces marchés. Les flux d'investissement étrangers se sont par contre accrus, notamment ceux provenant du Brésil, tant dans l'industrie que dans l'exploitation de nouvelles mines à ciel ouvert, particulièrement polluantes. Au total, l'internationalisation du capital a augmenté ces dix dernières années en Argentine malgré l'interdiction *de facto* d'emprunter sur les marchés financiers internationaux.

L'ouverture financière ne s'est cependant pas accompagnée, ou peu, d'un développement de produits financiers titrisés à hauts risques dans les bilans des banques, si bien que celles-ci ont davantage souffert de l'assèchement des liquidités, du aux rapatriements des capitaux au début de la crise que de la nécessité de « nettoyer » leurs bilans. Pour autant et bien que leurs bilans aient peu affectés par des produits financiers à hauts risques, le comportement des banques privées s'est adaptée à celui observé dans les pays développés : les crédits à l'économie ont fléchi. Le financement des investissements et des exportations est devenu plus difficile. Les crédits à l'économie ne se sont cependant pas effondrés car les gouvernements, en Argentine, au Brésil et au Mexique, ont cherché à faciliter l'accès aux crédits, et à imposer des taux d'intérêt faibles (pluralité de taux subventionnés pour l'achat d'automobile, de logements, à l'exportation *etc.*), par le biais de leurs banques publiques. Cette politique a été facilitée par l'existence de grandes banques publiques, comme la BNDES au Brésil, et rendu plus difficile par leur absence ou par leur faible poids.

2.2. Des inégalités fortes, obstacles à une reprise de la croissance par le marché intérieur

Les inégalités entre les revenus sont particulièrement élevées dans la grande majorité des pays latino-américains (Salama, 2006). Elles ont légèrement baissé dans de nombreux pays entre 2002 et 2008 (Cepal, 2009 ; Lopez-Calva et Lustig, 2009 ; Hopenhayn, 2009 ; pour le Brésil : Salvatori Dedecca, 2010 , pour l'Argentine : Gaggero, 2008 et Agis, Canete et Panigo, 2010), à l'exception de trois pays.

Cette évolution est importante. Les causes sont multiples : fonctionnement différent du marché du travail, transferts sociaux plus importants, fiscalité moins régressive, baisse de la démographie et augmentation du taux d'emploi des femmes. Concernant ces deux derniers facteurs, leur contribution à la baisse des inégalités est relativement modeste selon Lopez-Calva et Lustig (2009, p. 40 et suiv.). Le nombre d'adultes par ménage intervient en effet pour 6,6% dans la baisse des inégalités de 2000 à 2006 au Brésil, pour 8% en Argentine et pour 10,3% au Mexique. L'essentiel de la diminution des inégalités vient, en fait, d'une amélioration des conditions de travail (emploi, salaire) et relativement peu d'une augmentation des revenus ne provenant pas du travail⁷ (26% en Argentine, 15,1% au Mexique), sauf au Brésil (45,2%). Plus précisément, on observe au Brésil que l'amélioration des revenus du travail est plus importante pour les revenus faibles que pour les revenus élevés. Le ratio des revenus du travail des 5% de la population la plus riche sur 50% la plus modeste passe de 14,3 en 1993 à 13,5 en 2008 et enfin le ratio des 5% sur les 25% les plus

⁷ Cette catégorie est très hétérogène, on y trouve aussi bien les transferts sociaux, les loyers que les revenus du capital.

pauvres évolue de 23,6 à 18,6 (Salvatori Dedecca, 2010, p.16). Ces données peuvent surprendre⁸. Elle s'explique pour partie par l'augmentation forte du salaire minimum et, ce faisant, sur le montant des retraites versées par le secteur public,⁹ pour partie aussi par la croissance de l'emploi et l'évolution de la structure des emplois, (Salama, 2007 et 2008). En Argentine, les 10% les plus riches gagnaient 8 fois ce que gagnaient les 10% les plus pauvres en 1974 et, avec la montée en puissance du libéralisme pendant la dictature (baisse des salaires réels, mise en place d'une fiscalité fortement régressive) et à l'époque du Plan de Convertibilité, ce rapport s'élève très fortement passant de 16 fois en 1990 à 33 fois en 2002-2003, fléchit ensuite en passant à 25 fois en 2006 (Gaggero, 2008, p.20). Selon Lozano, utilisant les données de l'Indec ce rapport aurait ensuite augmenté se situant à 28,2 en 2009¹⁰. Avec l'AUH, les inégalités devraient fortement baisser tout en restant largement au-dessus de ce qu'elles étaient avant la dictature.

Avec la mise en place de l'AUH en novembre 2009 en Argentine, et si on procède par régression dans le temps, ainsi que le font Agis et *alii*, les effets de ce plan seraient importants pour les familles à faible revenu. Si ce plan avait été appliqué six mois plus tôt, l'écart de revenu entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres serait réduit de 33,5% si les individus peuvent conserver le bénéfice des autres plans sociaux et de 24,2% s'ils doivent choisir (p.30, op.cit.). La pauvreté absolue aurait également baissé quel que soit l'indice des prix retenu, celui de l'Indec fortement contesté ou bien l'IPC des sept provinces. C'est d'ailleurs ce qui explique la forte remontée de la demande des biens dits « ouvriers » dès cette date.

Contrairement à la *doxa*, les transferts sociaux jouent peu dans l'évolution des inégalités tout au moins jusqu'en 2008. C'est que nous allons voir de plus près. Les travaux de l'OCDE (2008), ceux de Goni, Humberto-Lopez et Serven (2008), montrent clairement la très faible influence des transferts sur le niveau de concentration des revenus, mesuré par le coefficient de Gini. Lorsqu'on considère la différence entre le revenu brut (incluant les transferts sociaux) et le revenu marchand (market income), en Amérique latine et en Europe, on observe que l'impact de ces transferts sur la concentration des revenus est élevé en Europe, mais très faible en Amérique latine. Si on considère le revenu disponible (dont transferts et impôts directs) et le revenu brut (dont transferts), on observe que l'impact des impôts sur la diminution des inégalités est beaucoup plus important en Europe qu'en Amérique latine¹¹. C'est pourquoi, selon l'OCDE (p.130 et suiv.), la différence entre le Gini des revenus marchands et les revenus nets des transferts et des impôts directs en 2006 est de l'ordre de 2 points en Amérique latine contre 20 points en Europe. En Argentine, en raison

⁸ Deux remarques : les revenus des 0,01%, des 0,1%, voire de 1% croissent beaucoup plus vite, comme dans l'ensemble des pays occidentaux ; les revenus du capital (intérêts, dividendes) sont très mal enregistrés.

⁹ Dans de nombreux pays, on observe un lien entre le montant des retraites versées et le salaire minimum. La hausse relative de celui-ci élève le montant des retraites. D'une manière plus générale, les politiques sociales, au sens où les définissent les latino-américains (d'éducation et de transferts sociaux, et de protection sociale dont principalement les retraites et la santé) sont cependant relativement faibles, bien qu'en forte augmentation dans certains pays comme le Brésil. Selon les travaux de Afonso et Dain, (2009), dans 3 pays seulement (Argentine, Chili, Costa Rica) dans la période 1985-1990 les dépenses sociales dépassaient 13% du PIB, on en comptait 9 dans la période 2006-2007 dont cette fois le Brésil (24,4% du PIB), mais plus le Chili. Au Mexique, les dépenses sociales, étaient inférieures à 9% du PIB dans la première période mais augmentent dans la seconde période à 11,2% du PIB

¹⁰ Lozano C in *Apertura* n°198, avril 2010. Il convient toutefois de nuancer cette donnée. Selon Agis et *alii*, elle serait de 24,8 en 2009.

¹¹ Cet écart serait probablement accentué si ces travaux avaient pu tenir compte des impôts indirects, plus importants en Amérique latine qu'en Europe, (Cepal, 2009; Gomez Sabaini et *alii*, 2008)). Les impôts indirects sont, en effet, et en général, plus régressifs que les impôts directs car l'ensemble des individus les paie à l'inverse de la taxation directe. Pour l'Argentine, voir Gaggero (2008).

d'une très forte régressivité de la fiscalité, le coefficient de Gini est 3,5% plus élevé en 1997 qu'il ne l'est avant paiement de l'impôt... La faiblesse des transferts ne compense que très légèrement cette particularité du système fiscal. La conclusion est simple : alors les niveaux de concentration des revenus avant transferts et impôts directs n'ont que quatre - cinq points d'écart entre les pays d'Amérique latine et les pays européens au maximum, ces écarts sont beaucoup plus importants une fois tenus compte des transferts nets d'impôts (de l'ordre de 20-25 points). En moyenne le Gini en Amérique latine passe de 51,6 à 49,6 alors qu'en Europe, il passe de 47,6 à 28,2%..

A partir de ces données, on comprend que nombre d'économistes, à la suite des travaux de Celso Furtado, aient pu voir dans ces niveaux d'inégalité, et la faiblesse des dépenses sociales, l'origine de la tendance à la stagnation économique (Salama, 2006, 1^o chapitre) et, qu'à *contrario*, la légère diminution des inégalités, et l'augmentation des dépenses sociales, aient pu dynamiser la croissance dans les années 2000 et donner un peu plus de souffle au marché intérieur.

Conclusion

Il est difficile d'évoquer les futurs possibles des pays latino-américains sans distinguer les parcours différents qu'ils ont eu ces dix – quinze dernières années. Le Brésil, l'Argentine, le Mexique, ont des caractéristiques communes: une forte inégalité des revenus, plus élevée au Brésil qu'en Argentine, une légère diminution de ces inégalités, une ouverture encore modeste au commerce international, à l'exception du Mexique, une part redevenue importante des exportations primaires dans les exportations totales en Argentine et au Brésil, une difficulté à exporter des produits industriels sophistiqués, moins grande au Brésil qu'au Mexique ou en Argentine, et enfin une tendance à l'appréciation du taux de change réel à l'exception toutefois de l'Argentine dans les années 2000¹². Elles ont aussi des parcours différents. Le Brésil et le Mexique connaissent un taux de croissance moyen de leur Pib modeste dans les années 2000. Au Brésil, le taux de croissance augmente en 2004 et l'Argentine renoue avec une croissance de type asiatique jusque 2008. En Argentine, la chute du Pib est très élevée en 2009, mais moins importante cependant que celle du Mexique et plus importante que celle du Brésil. Jusque 2009, les inégalités ont baissé plus fortement au Brésil dans les années deux mille qu'au Mexique et en Argentine, et les dépenses sociales se sont accrues, proportionnellement au PIB, au Brésil et en Argentine alors qu'elles stagnaient au Mexique (Alonso et Dain, *op.cit*).

Ces évolutions ainsi que l'accélération de la croissance à partir de 2003-2004, conduisent à s'interroger si n'apparaît pas en pointillé, avant même l'éclatement de la crise de 2008, les prémises d'un nouveau régime de croissance au Brésil et, plus timidement en Argentine, porté par un essor de la demande intérieure que l'essor des exportations de produits primaires, porté par la hausse de leurs cours, cacherait en quel que sorte.

¹² Le taux de change nominal est déprécié face au dollar à partir du second semestre 2009. Mais si on considère le taux de change effectif réel (c'est-à-dire celui qui tient compte de la diversité géographique des importateurs et leurs monnaies, et de l'inflation, mesurée par l'indice construit par l'université de Buenos Aires, plus fiable que celui du gouvernement à partir de 2008), l'appréciation de la monnaie argentine est faible du dernier trimestre 2007, elle s'accroît entre avril et octobre 2008, depuis elle tend à se déprécier (Damill et Frenkel, p.29).

Ces pays sont à la croisée des chemins. La reprise économique et les politiques contracycliques¹³, décidées aux lendemains de l'éclatement de la crise internationale, pourraient servir de tremplin à la définition d'un régime de croissance nouveau. Ce faisant, ces pays, accentuant ce qui est apparu timidement dans les années 2000, « profiteraient » de la crise internationale pour diminuer davantage les inégalités de revenus et favoriser la contribution du marché interne à la reprise de la croissance, un peu à l'égal de ce qui s'est passé dès les années 33-34 avec la grande crise des années 30.

Le retour massif des capitaux sur les marchés financiers dits émergents en Amérique latine (à l'exception notable de l'Argentine où les fuites de capitaux connaissent une reprise forte et durable, avant la crise, avec la décision du gouvernement d'instituer un impôt progressif sur la rente des exportateurs de soja destinée à financer des subventions), la reprise de la croissance du Pib, les difficultés à soutenir la demande dans la mesure où celle-ci pourrait accroître les coûts du travail, renforcent le poids politique de ceux qui souhaiteraient « fermer la parenthèse de la crise » et revenir au régime de croissance excluant des années 2000. Cette tentation est d'autant plus élevée que le retour des capitaux se traduit par une nouvelle tendance à l'appréciation des monnaies nationales, après leur très forte chute en 2008-2009, elle-même favorable aux investisseurs étrangers mais défavorable aux exportateurs de produits industriels (baisse de leur compétitivité du à la hausse du coût salarial exprimé en dollar que ne compense pas toujours la baisse de la valeur de leurs importations de produits intermédiaires et de biens d'équipement). On peut penser que le Mexique sera probablement le plus tenté par cette voie, son commerce extérieur étant dirigé quasi exclusivement vers Etats-Unis et le Canada et les intérêts étrangers dans son système bancaire étant très puissants. A l'inverse, une reprise de la crise internationale, pourrait favoriser la poursuite d'une politique anti-cyclique favorisant la demande, stimuler la recherche d'autres partenaires commerciaux, permettre une nouvelle dépréciation du peso compensant les hausses du coût du travail.

Une poursuite de la politique de soutien de la demande intérieure a des chances de se réaliser au Brésil et en Argentine. Mais elle souffre d'handicaps nombreux. Comme nous l'avons vu, la diminution des inégalités est faible et celles-ci restent à un niveau extrêmement élevé. La dimension absolue de la population du Brésil (davantage qu'en Argentine) et l'existence du Mercosur lui permettent d'avoir un marché intérieur suffisamment ample du point de vue de la valorisation du capital pour toute une série de produits, mais elle paraît insuffisante pour insuffler une croissance durable tirée par le marché intérieur tant que le poids de la finance et de ses effets sur la distribution des revenus n'auront pas été contenus. L'augmentation des salaires les plus bas, pour souhaitable qu'elle soit vue l'ampleur de la misère, n'est pas suffisante. L'obstacle de la fiscalité régressive doit être levé, ce qui n'est pas sans aiguïser des conflits d'intérêts importants, déjà en mouvements depuis quelques années.

¹³ Politiques contra cycliques caractérisées surtout par des politiques de soutien à la demande interne, tant d'ordre fiscale (réduction de certains impôts) que monétaire (taux d'intérêt artificiellement bas pour l'achat ou la vente de certains produits), voire budgétaire (effets dus à l'augmentation du salaire minimum, des retraites, des transferts sociaux), des accords sur l'augmentation des salaires (Argentine) et relativement peu par des politiques de grands travaux publics portant sur les infrastructures comme en Chine (Khatiwada, 2009, Jimenez, 2009, Katz C, 2010).

Ces conflits d'intérêt sont particulièrement puissants en Argentine. L'augmentation des impôts directs, la nationalisation des caisses de retraite, la volonté d'utiliser une partie des réserves de la Banque centrale pour financer une diminution de la dette extérieure, assimilée à une monétisation de la dette, le vote d'une loi contre le monopole de la presse alimentent une forte campagne des milieux les plus puissants contre le gouvernement. La forte manipulation de l'indice des prix (Indec) à partir de 2007-2008 pour camoufler une hausse importante des prix, la manière de prendre les décisions posent un problème de gouvernance qui se traduit par une baisse de la crédibilité et de la légitimité du gouvernement, que probablement la mise en place des transferts conséquents envers les plus démunis (AUH, mais aussi le plan *Argentina trabajar*, devrait atténuer, voire inverser, d'ici à 2011. Le paradoxe est alors grand entre le Brésil et l'Argentine : la situation économique et sociale s'est davantage améliorée à partir de 2003 en Argentine qu'au Brésil, et le président de la république bénéficie d'une légitimité à la veille de son départ que pourrait envier la présidente Kirchner...

Au-delà de ces conflits d'intérêt puissants, on peut également considérer que certaines variables macroéconomiques rendent difficiles, mais non impossibles, la poursuite d'une politique favorisant le marché intérieur et une redistribution des revenus moins inégale. Trois variables constituent ce qu'on pourrait nommer un « triangle des Bermudes de l'Argentine » et expliquent les turbulences de son économie : le taux d'inflation qui risque de devenir insoutenable, le taux de change qui reste globalement déprécié et favorise la hausse des prix, le taux d'intérêt négatif en terme réel qui pousse à des placements en dollar pour lesquels les taux d'intérêt sont plus avantageux, voire à des sorties de capitaux. La lecture orthodoxe de ces turbulences est à la fois de hausser le taux d'intérêt, de diminuer les dépenses publiques afin de faire apparaître un excédent primaire du budget, favoriser une appréciation du taux de change (rendue possible par l'excédent de la balance commerciale, à défaut d'insertion sur les marchés financiers internationaux) afin de réduire le taux d'inflation. C'est la politique suivie par le gouvernement Lula durant son premier mandat, à la différence qu'en Argentine, l'opposition milite aussi pour une diminution des impôts, une réduction du coût salarial et, une dépréciation de la monnaie nationale afin de favoriser la compétitivité du secteur industriel et d'accroître les revenus en peso du secteur rentier exportateur. A l'inverse, le pari du gouvernement est que l'accroissement de la demande devrait augmenter l'offre et ce faisant diminuer l'inflation. En ce sens, on peut dire qu'il mène une politique néo développementiste dans un contexte international favorable en ce qui concerne le prix des matières premières, défavorable en raison des oppositions violentes que sa politique suscite.

Hier, dans les années trente, le marché intérieur s'est construit, aujourd'hui, le marché intérieur ne peut contribuer durablement à la croissance que si se met en place un véritable Welfare State, seul capable de compenser l'atonie de la demande extérieure de produits industriels. Ne pas opter pour cette voie, c'est accepter de revenir vers une spécialisation internationale portant sur des produits primaires au prétexte que la demande internationale est vive. C'est choisir la voie de la facilité mais aussi de la fragilité de demain. C'est opter pour un retour aux années antérieures aux années trente...étrange retournement de l'Histoire.

bibliographie

- Agis E, Canete C et Panigo D (2010) : “El impacto de la asignación universal por hijo en Argentina”, rapport *miméo* :http://www.ceil-piette.gov.ar/docpub/documentos/AUH_en_Argentina.pdf
- Afonso J.R. et Dain S. (2009) Dos décadas de la descentralización del gasto social en América Latina : una evaluación preliminar, **Working Paper**, Cepal, www.eclac.org
- Birdsall N. et Hamoudi A. (2002) Commodity dependence, trade and growth : when “openness” is not enough, **Working Paper n° 7**, Center for Global Development, Washington.
- Bradesco (28.12.2009) Em que medida o elevado déficit externo brasileiro em 2010 será capaz de conter a apreciação do real? **Destaque Depec**, n°104
- Cepal (2009): Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe
- Cepal (2009) Tributación directa en México: equidad y desafío, **Macroeconomía del desarrollo** n° 91
- Damill M et Frenkel R (2009) : Las políticas macroeconómicas en la evolución reciente de la economía argentina, *document CDES n°65*, www.cedes.org.
- Dollar D. et Kraay A. (2000) Growth is good for the poor , Banque mondiale, **Working Paper**, www.worldbank.org/research.
- FMI (2009) **World economic Outlook : Crisis and Recovery**, chapitre IV, Washington.
- Gagerro J (2008) La progresividad tributaria: su origen, apogeo y extravío, *document de travail n°23 CEFIDAR*
- Galindo A., Izquierdo A et Rojas-Suarez L (avril 2010) Financial Integration and Foreign Banks in Latin America, How they impact the transmission of external financial shocks, **IDB Working Papers** n°116
- Goldstein M et Xie D. (2009) The Impact of the Financial Crisis on Emerging Asia, in Working paper n°9-11, **Peterson Institute for International Economics**
- Gomez Sabaini et Rossignoo D. (2008) Argentina, análisis de la situación tributaria y propuestas de reformas impositivas destinadas a mejorar la distribución del ingreso, **Working Paper**, Universidad de Buenos Aires
- Goni E., Humberto Lopez J. Et Servén L. (2008) Fiscal Redistribution and Income Inequality in Latin America, **Policy Research Working Paper**, n°4487
- IEDI : **Carta Iedi** (2006), Brasilia
- Katz C (2010): “Latinoamérica: comparaciones y explicaciones de la crisis”, *mimeo*
- Khatiwada S. (2009) Stimulus Packages to Counter Global Economic Crisis, **Discussion Paper DP/196**, International Institute for Labor Studies
- Kliass P. et Salama P. (2008) La globalisation au Brésil : responsable ou bouc émissaire ? dans **Lusotopie**
- Ibara C.(2008) : El paradigma del crecimiento lento de México, **Revista de la Cepal** n°95 n°95
- Jimenez JP (2010):Crisis, recuperación y espacios de política: desafíos de la política fiscal, **Working Paper**, Cepal
- Lopez-Calva L.F. et Lustig N.(2009) The recent decline of Inequality in Latin America : Argentina, Brazil, Mexico and Peru, **Working Paper** n° 140, ECINEQ.
- Mathias G. et Salama P. (1983) **L'Etat surdéveloppé**, édition Maspéro-La découverte
- OCDE (2008) **Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009**.
- OCDE (2009) **Regional Economic Outlook, Western Hemisphere**, voir II° Partie : Latin American and Caribbean Outlook
- OMC-OCDE (2009) **Globalisation and Emerging Economics**, Paris
- Palma G. (2005) The Seven Main Stylised Facts of the Mexican Economy since Trade Liberalisation and Nafta, in **Industrial and Corporate Change** n°14 (6).

- Rodrik D. (1995) Growth policy, getting interventions right : how South Korea and Taiwan grew rich , **Economic Policy**, Manchester
- Salama P.(2006) **Le défi des inégalités, une comparaison économique Amérique latine/Asie**, La Découverte.
- Salama P.(2007) Pauvreté, le bout du tunnel?, **Problèmes d'Amérique latine**, n°66/67.
- Salama (2009) Argentine, Brésil, Mexique face à la crise, **Revue Tiers Monde** n°
- Salama (2010) forces et faiblesses de l'Argentine, du Brésil, du Mexique, in **les Suds dans la crise** (sous la direction de Ph.Hugon et de P.Salama), Armand Colin
- Salvatori Dedecca C. (2010) As desigualdades na sociedade brasileira, **Working Paper**, mimeo.
- Titelman D, Perez-Caldentey E et Pineda R (2009) Como algo tan pequeno termino siendo tan grande ? crisis financiera, mecanismo de contagio y efectos en America latina, in **Revista de la Cepal**, n°98